Séance publique du 21 janvier 2003

Délibération n° 2003-1006

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Désignation des membres de la commission consultative des services publics locaux**

service : Direction générale

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 décembre 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par la délibération n° 2002-0871 en date du 4 novembre 2002, le conseil de Communauté a approuvé la mise en place d'une commission consultative des services publics locaux et en a accepté le principe de composition exprimé comme suit : il est proposé que le nombre de membres de la commission soit limité à 100 sur la base du principe de répartition suivant : un quart de membres de l'assemblée communautaire et trois quarts de représentants d'associations.

Afin de sélectionner les associations locales dont les représentants siégeront au sein de cette commission, le Conseil a également accepté, par la délibération du 4 novembre 2002, les trois critères de sélection suivants :

- le rattachement à des problématiques concernant au moins plusieurs communes de l'agglomération,
- la promotion des intérêts des usagers et de la qualité des services publics concernés par la commission,
- la diversité des types d'associations représentées (associations de consommateurs, de contribuables, associations d'usagers, associations familiales, associations de populations spécifiques, associations thématiques, associations professionnelles, etc.).

Les associations de l'agglomération lyonnaise remplissant ces différents critères ont été sollicitées par un appel à candidatures auquel trente d'entre elles, listées ci-dessous, ont répondu favorablement :

- APAJH (Association pour adultes et jeunes handicapés),
- Attac (Action pour la taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyens),
- Amorce,
- Alpil (Action Lyonnaise pour l'insertion sociale par le logement),
- Acer (Association des consommateurs d'eau du Rhône),
- Aslopac (Association des locataires de l'OPAC du Rhône),
- Association études et consommation CFDT,
- Association FO consommateurs du Rhône,
- CGPME-PMI,
- CNL (Confédération nationale du logement),
- CSF (Confédération syndicale des familles),
- Canol (Contribuables actifs du nord-ouest lyonnais),
- Chambre syndicale des propriétaires et copropriétaires de Lyon,
- Clauda (Comité de liaison et d'action des usagers, administrations et organismes associatifs de la région lyonnaise),
- Darly (Se déplacer autrement dans la région lyonnaise),
- Frapna (Fédération Rhône-Alpes protection de la nature),
- Familles de France fédération du Rhône,
- Indecosa CGT,
- La Défense des copropriétaires,
- Nouveaux consommateurs du Rhône,
- Orgeco (organisation générale des consommateurs du Rhône),
- Pimms (Point information multi-services),
- Secours populaire français,

- Syndicat interprofessionnel des taxis de province,
- UCIL (Union des comités d'intérêt locaux),
- UCIM (Union des copropriétaires immobiliers),
- UDAF (Union départementale des associations familiales),
- UFCR Que Choisir (Union fédérale des consommateurs),
- UFCS (Union féminine civique et sociale).

Au vu des réponses reçues et des disponibilités affichées par les associations, il est proposé de fixer à soixante le nombre de sièges de la commission pour les représentants d'associations soit deux sièges pour chaque association candidate.

Il est également proposé que cette composition de départ puisse être réétudiée au cours de la première année de fonctionnement de la commission pour y apporter d'éventuels ajustements dans la répartition des sièges ou prendre en compte de nouvelles candidatures.

Pour respecter la proportion fixée à trois quarts d'associations et un quart d'élus et assurer une représentation à la proportionnelle des différents groupes politiques de l'assemblée communautaire, le nombre de représentants de la Communauté urbaine est fixé à vingt.

Les groupes politiques feront connaître le(s) nom(s) de leur(s) représentant(s) ainsi que de leur(s) suppléant(s) à monsieur président de la Communauté urbaine ;

Vu ledit dossier ;

Vu sa délibération n° 2002-0871 en date du 4 novembre 2002 ;

Ouï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Nomme les associations identifiées ci-dessus membres de la commission consultative des services publics locaux.

2° - Valide :

a) - le principe d'affecter deux sièges à chacune d'entre elles,

b) - le nombre de vingt sièges attribués aux élus communautaires qui seront répartis entre les groupes sur la base d'une représentation proportionnelle des groupes politiques de l'assemblée.

3° - Accepte la possibilité de revoir la composition de la commission au cours de sa première année de fonctionnement pour apporter d'éventuels ajustements dans la répartition des sièges ou prendre en compte d'éventuelles candidatures d'associations supplémentaires.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,